

Ce programme, un Liebknecht l'illustrera en concrétisant l'élan profond des masses prolétariennes en Allemagne vers la révolution en 1919. Mais Liebknecht, surtout dans la période actuelle, sera un exemple glorieux, plein d'enseignements pour les communistes internationalistes. Il prouvera que l'isolement est la rançon qu'il faut savoir payer, dans certains périodes, pour conserver le droit de maintenir des positions autour desquelles se regrouperont demain les ouvriers. Au péril de sa vie, il faut tenir tête à la meute. Seul, il faut résister. Pour nous, Liebknecht, son exemple n'est pas mort dans un moment où socialistes et centristes commémorent les trois « L » en préparant les ouvriers à l'Union Sacrée, en approuvant, au nom du « léninisme » l'aggravation de l'exploitation des ouvriers russes.

— [Lénine, Luxembourg, Liebknecht, se reliait désormais aux fractions qui, contre vents et marées, luttent pour forger le nouveau parti du prolétariat, pour ajouter un chaînon à l'œuvre d'émancipation prolétarienne : aux fractions qui, malgré la situation actuelle ne doutent pas du triomphe de la révolution communiste pour laquelle travaillent et le cours des événements et les communistes internationalistes. Leur drapeau, nous le reprenons et les masses y ajouteront demain leur victoire et l'apport doctrinal issu de la période qui vit sombrer et trahir le premier Etat prolétarien, la IIIe Internationale et les P. C.]

Comment, dans la Russie des Soviets, on assassine la camarade Mariottini

J'ai hésité, jusqu'à ce jour, à rendre public le cas de ma compagne Emilia Mariottini, du fait de ma crainte, surtout parce que je pensais qu'une pareille publicité aurait aggravé la situation de « l'otage » des gangsters de Moscou.

Mais si, aujourd'hui, je me suis résolu à cela, c'est parce qu'un retard ultérieur signifierait me rendre complice de la suppression physique qui est perpétrée contre elle, que l'on frappe uniquement pour être ma compagne, c'est-à-dire la compagne d'un « contre-révolutionnaire ».

Mariottini — adhérent au P. S. après la guerre et une des premières à la fraction abstentionniste, celle qui fonda le parti communiste en Italie — persécutée par le fascisme, fut contrainte d'abandonner son poste d'institutrice et de me rejoindre en 1925 en Russie, où je me trouvais alors comme réfugié politique, et où elle fut affectée comme professeur et traductrice-dactylo à l'école du Parti. On ne put jamais lui reprocher la moindre activité fractionnelle, si bien que, lors de l'épuration de 1930, pour pouvoir lui infliger un simple blâme « pour faiblesse envers l'activité fractionniste de son compagnon », on dut déterrer une histoire où on lui reprocha de ne pas avoir dénoncé à la Gépéou une prétendue réunion illégale, qui aurait eu lieu lors de l'Exécutif Elargi de 1926 dans ma chambre au Lux, où je me trouvais d'ailleurs malade et où Bordiga, alors membre de cet Exécutif, fit une brève relation sur la situation italienne.

En 1931, après mon expulsion du parti russe — sous l'instigation du parti italien prenant prétexte de ma solidarisation avec le trotskisme — je réussis à quitter la Russie avec mes propres moyens techniques, malgré la défense formelle du Comintern. Mais ne disposant que de 17 dollars, je ne puis conduire vers l'inconnu ma compagne qui attendait la naissance d'un enfant à brève échéance.

C'est ici que commence la tragédie pour Mariottini. Comment me frapper dans mon activité de militant, puisque ni les flatteries, ni les moyens de corruption, ni les menaces n'avaient donné d'effets ?

Tous les moyens sont bons. De la main-mise frauduleuse sur un de mes manus-

crits concernant le mouvement ouvrier international, fruit de trente années de travail — ce fut là l'œuvre du Glavlit avec la complicité de l'Office Postale de Moscou qui le remit au P. C. d'Italie — à la tentative de me poignarder en extorquant une déclaration de repentir public à ma compagne.

On posa à cette dernière le dilemme monstrueux : ou donner une déclaration contenant l'engagement de rompre tous les rapports avec le « contre-révolutionnaire » ou autrement la faim pour elle et son enfant. Mariottini refusa ce marché infâme ; elle fut expulsée du parti, on la renvoya du travail, on lui enleva sa carte de pain. Le syndicat refusa d'intervenir : le MOPR (Secours Rouge International) également. Devant ces nouveaux soucis, Mariottini contracta des troubles sanguins. Elle tomba malade. Son enfant également. Ils restèrent trois jours dans la complète impossibilité de se procurer de la nourriture.

Seul, devant cette situation extrême, le groupe d'émigrés politiques intervint avec un petit secours. Et Mariottini, en m'informant de cela, s'excusait presque d'avoir accepté ce secours pouvant prêter à une éventuelle spéculation. Après cinq mois de chômage forcé, elle trouva, « par hasard », du travail dans une fabrique. Elle n'y gagna que 70 roubles par mois. Et pour maintenir l'enfant — né dans de telles conditions faible et débile — dans un asile, elle devait payer mensuellement 80 roubles. Il fallut qu'elle travaillât encore la nuit pour arriver à faire face aux dépenses.

Et quand quelque chose transperce, qu'en Italie arrive l'écho de ces faits parmi les camarades qui, dans la prison et la déportation, ne peuvent être gangrenés par la pourriture centriste, le parti ment lorsqu'il affirme que c'est lui qui subvient aux besoins du fils du « contre-révolutionnaire ». Bien au contraire, une mère qui s'épuise, s'épuise, n'arrive même pas à procurer le nécessaire pour elle et son fils.

On la condamne à « la mort civile », on l'évite, on l'isole comme une lèpreuse. Pendant que les autres femmes du Lux, la prostitution internationale, se vautrent dans l'abondance parce que leurs compères, les eunuques du Comintern, ont trahi la cause du communisme et acclament le pilote Staline, ma compagne manquait de tout, souffrait la famine, elle et son petit, parce qu'elle avait voulu maintenir fidélité à son camarade qui n'a pas voulu renier la cause de la révolution.

Le calvaire de la mère s'accomplit. Le petit mourut il y a un an. Mariottini insista pour pouvoir partir d'un pays qui ne lui rappelait désormais que douleurs et souffrances. Les possibilités techniques pour le départ lui furent refusées : qu'elle aille donc au Consulat italien ! Même si cette proposition n'était pas un piège, la mauvaise foi est certaine : à son retour en Italie, le gouvernement fasciste devrait la mettre en prison, mais puisqu'il est plus probable que le fascisme — dans un but de spéculation — ne le fera pas, on pourra démuseler tous les chiens qui hurleront contre elle et naturellement contre son compagnon.

Qu'il y aurait eu piège, nous pouvons le prouver. Récemment, Baldini prenant des attitudes de bonze mécontent, a développé un sale travail de provocation dans l'émigration politique italienne en Russie et surtout parmi celle suspectée d'opposition. Et Baldini lui conseillait justement de demander au Consulat italien d'être rapatriée. Ceux qui se sont laissés prendre au piège, payent actuellement en Sibérie le prix de leur naïveté. Précisément, au même moment le représentant italien au Comintern rassurait la camarade Mariottini en lui disant qu'en s'adressant au Consulat fasciste elle ne se rendrait responsable « d'aucune indignité politique ou morale ».

Le provocateur Baldini, venu à l'étranger et immédiatement « brûlé » par nous est passé ensuite au service de l'Ovra en Italie.

Après les cas des Vicchi, Massimo, Baldini, nous pouvons légitimement demander : en plus de l'échange d'experts aéronautiques et militaires, existe-t-il, entre le gouvernement de Staline et celui de Mussolini, une entente pour l'échange, entre la Gé-